

CDEN du 5 décembre 2023

Déclaration du Sgen-CFDT Lorraine

Monsieur le préfet,

Monsieur le DASEN,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

La campagne carte scolaire s’ouvre bientôt. Le budget national 2024 prévoit la suppression d’environ 2500 postes 1er et 2nd degré. Nous demandons, malgré tout, une attention forte aux populations les plus fragiles, aux conditions d’inclusion scolaire et à la maternelle.

En ce qui concerne le bilan de rentrée et l’organisation de l’année scolaire à venir, certains points préoccupent fortement le Sgen-CFDT Lorraine.
L’attentat terroriste du 13 octobre 2023, ayant entraîné la mort de notre collègue Dominique BERNARD, soulève à nouveau de nombreuses problématiques :

* Le temps insuffisant donné aux équipes pour échanger et travailler sur les questions de sécurité et surtout de laïcité.
* Le plan de sécurité mis en place, reposant surtout sur la responsabilité des personnels des établissements scolaires.
* Le manque d’accompagnement des collègues par une médecine du travail significative.
* Les dispositifs d’alerte intrusion dans les écoles qui restent largement inadaptés.
* Le problème croissant des atteintes aux personnels (menaces, agressions verbales et physiques, usage intrusif des vidéos, et j’en passe)

L’Ecole n’arrivera pas seule à défendre les valeurs républicaines. C’est par une politique éducative ambitieuse impliquant tous les partenaires éducatifs et les collectivités territoriales, que nous y parviendrons.

Par ailleurs**,** la politique de l’Ecole inclusive reste très problématique. Le Sgen-CFDT est fortement attaché à ce principe, mais à condition d’y mettre les moyens humains et de formation  nécessaires. En mutualisant les suivis, nous avons réduit significativement l’accompagnement des élèves et complexifié les tâches des AESH. Soulignons également la situation en maternelle qui devient très problématique. Nous alertons sur le mal-être grandissant de tous les personnels de l’Education Nationale.

Par ailleurs, l’avenir de la formation continue des enseignants est inquiétant.
Le dernier rapport de l’OCDE sur l’école souligne le rôle essentiel de la formation continue quant à la réussite de tous les élèves et l’épanouissement professionnel des agents. Or, la décision du ministère d’organiser 100% des formations hors de temps de classe aura pour principale conséquence le désengagement des personnels. Cela revient aussi à minimiser leur travail invisible.

Pour conclure, nous alertons sur un métier en déclin, comme en témoignent les difficultés de recrutement, les démissions croissantes et le mal-être professionnel. Le recours aux contractuels, les suppressions de postes et la revalorisation par le biais d’heures supplémentaires, ne sont pas des réponses à hauteur de l’enjeu.

Je vous remercie pour votre écoute.